

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

HENRI BUNLE

Politique démographique des états totalitaires (résultats et conséquences)

Journal de la société statistique de Paris, tome 80 (1939), p. 72-79

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1939__80__72_0

© Société de statistique de Paris, 1939, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

Politique démographique des États totalitaires (Résultats et conséquences).

Les interventions de l'Allemagne en Europe centrale, les revendications officieuses récentes de l'Italie ont été fondées sur le besoin d'expansion des populations de ces États, sur le manque de matières premières ou de devises, et sur l'accroissement du nombre de leurs habitants. Laissant de côté la question du déficit en matières premières et en devises, qui a déjà été traitée, notamment au Centre européen de la

(1) Cette statistique se présente sous la forme d'une brochure du format 21 × 27 imprimée par l'Imprimerie nationale.

Elle est vendue au public par :

— Le Syndicat professionnel des Producteurs et Distributeurs d'Énergie électrique, 16, rue de la Baume, Paris (VIII^e).

— La Chambre syndicale des Forces hydrauliques, de l'Électrométallurgie, de l'Électrochimie et des Industries qui s'y rattachent, 7, rue de Madrid, Paris (VII^e).

— La Revue générale de l'Électricité, 12, place Laborde, Paris (VIII^e).

dotation Carnegie (1), je ne m'attacherai ici qu'à l'examen de la situation démographique de ces deux États.

1. Avant la guerre mondiale de 1914-1918, l'Allemagne et l'Italie avaient une natalité très supérieure à celle de la France. Leurs excédents relatifs de naissances étaient considérables et environ dix fois plus élevés. Leur taux net de reproduction dépassait très largement l'unité (celui de l'Italie non calculé devait être approximativement de 140 ‰), aucun symptôme de dépopulation dans l'avenir n'apparaissait. Au contraire, malgré des excédents de naissances, la France était déjà en état de dépopulation virtuelle, le renouvellement de ses habitants n'étant plus assuré sans immigration.

Période 1901-1910 (2).

Pays	Nés vivants		Excédents des naissances sur les décès		Taux net de reproduction pour 100 femmes
	Milliers	p. 10.000 habitants	Milliers	p. 10.000 habitants	
Allemagne..	2.000	330	867	143	148
Italie	1.090	327	370	111	?
France.	807	206	47	12	96

2. La guerre a entraîné dans les trois pays une baisse très sensible de la natalité, plus forte d'abord en Allemagne et en Italie qu'en France. Vers 1931, la situation à ce point de vue était la suivante :

Période 1930-1932 (3).

Pays	Nés vivants		Excédents des naissances sur les décès		Taux net de reproduction pour 100 femmes
	Milliers	p. 10.000 habitants	Milliers	p. 10.000 habitants	
Allemagne	1.046	162	334	52	76
Italie	1.037	252	438	107	127
France.	735	176	73	17	93

A ce moment, une véritable révolution démographique s'était produite en Allemagne. Les excédents de naissances peuvent faire illusion. L'Allemagne, dont la natalité a été très forte pendant longtemps, contient une plus faible proportion de vieillards, et un nombre d'adultes en âge d'avoir des enfants beaucoup plus élevé, que la France. Ses adultes ont une fécondité plus faible que les adultes français; mais beaucoup plus nombreux, ils fournissent cependant plus de naissances au total. L'effondrement de la fécondité a fortement atteint l'Allemagne. Le renouvellement de sa population n'est plus assuré dans l'avenir, moins encore qu'il ne l'est en France : son taux net de reproduction n'est que de 76 ‰ contre 93 ‰ en France. L'Italie, malgré la diminution de sa fécondité, est toujours en excellente position quant aux excédents de naissances et à l'accroissement futur du nombre de ses habitants.

3. L'arrivée au pouvoir de M. Hitler et des nationaux-socialistes va très sensiblement modifier la situation. Elle est suivie d'une *politique nouvelle pour l'accroissement de la natalité en Allemagne*. On trouvera un exposé assez complet de celle-ci dans un article de M. F.-H. Hankins publié dans *The American Journal of Sociology* (4).

(1) *Colonies et matières premières*. (Publications de la conciliation internationale. Centre européen de la dotation Carnegie, Paris.)

(2) *Annuaire Statistique de la France*, 1937. — R. KUCZYNSKY, Birth Rates...

(3) Statistique annuelle du mouvement de la population en France, 1933, 1^{re} partie, Appendice.

(4) Mars 1937, p. 630 à 653.

En bref, cette politique vise à obtenir une amélioration de la qualité et de la quantité des naissances. On impose des qualifications eugéniques aux candidats fonctionnaires, ainsi qu'aux membres des S. A. et des S. S. On crée des biens familiaux ruraux et urbains, vendus avec amortissement à long terme. Les communes accordent des dons pour les mariages, des secours mensuels pour les naissances d'ordre supérieur à deux jusqu'à ce que les enfants bénéficiaires aient atteint quatorze ans. Des faveurs sont octroyées aux familles nombreuses ou aux pères de familles (réduction de l'impôt sur le revenu, préférence pour l'admission dans les services publics, sauvegarde contre le chômage). L'aide familiale est étendue à toutes les familles qui ont 5 enfants vivants ou plus, de moins de seize ans et dont les pères gagnent moins de 185 R. M. par mois. La loi du 5 juillet 1933 institue les prêts au mariage, remboursables à partir du troisième mois en cent mois, avec réduction de 25 % du montant total du prêt à la naissance de chaque enfant vivant, les futurs époux devant être soumis à un examen médical très sévère; l'épouse doit rester à son foyer et ne peut travailler à nouveau qu'après le remboursement total du prêt. Des efforts vigoureux sont faits pour supprimer les avortements. Les résultats de ces diverses mesures ont été les suivants :

Années	Milliers de	
	Mariages	Nés vivants
1932	510	978
1933	639	971
1934	740	1.198
1935	651	1.264
1936	610	1.278
1937	620	1.275

D'après M. F. Burgdörfer (1), en 1934-1936, on a compté environ 900.000 naissances de plus que ne le laissent prévoir les naissances de 1932-1933. L'accroissement est encore plus grand pour les nés vivants légitimes, les mesures prises en faveur du mariage ayant réduit l'illégitimité. On attribue à l'accroissement de la nuptialité un tiers de l'augmentation des naissances. Le surplus de l'excédent constaté est la conséquence des autres mesures : de la nouvelle politique agraire, de la reprise économique, et, aussi, du revirement à l'égard de la fécondité dans l'attitude morale du peuple allemand, de la résurrection d'un optimisme national et de la réduction du nombre des avortements.

En 1935-1937, le taux moyen de natalité en Allemagne s'est élevé à 189 au lieu de 149 pour 10.000 habitants seulement en 1932-1933. Mais si le taux net de reproduction est monté en 1936 à 94 pour 100 femmes, il est encore insuffisant pour assurer le renouvellement de la population dans l'avenir. Cela, en dépit des excédents considérables de naissances constatées dus, comme on l'a déjà indiqué, à une répartition très favorable des habitants, d'après l'âge. Le *Völkische Beobachter* estime qu'il manquerait encore 186.000 naissances par an pour atteindre une natalité normale (2). Un autre problème est celui de la qualité physique et sociale des habitants : les enfants des familles comptant plus de 4 enfants appartiendraient pour un tiers à la catégorie des *asociaux*. Ce tiers serait plus prolifique que les deux autres : d'où une augmentation inquiétante des éléments mauvais ou médiocres de la population. On devrait favoriser, de toutes façons, les familles à la fois nombreuses et de bonne qualité (3).

4. *L'Italie* a suivi l'Allemagne dans sa politique en faveur de la population. Les migrations des campagnes vers les villes ont été rendues difficiles; les fonctionnaires

(1) Die neue deutsche Bevölkerungsentwicklung... mit besonderer Berücksichtigung der Zahlenmässig erfassbaren Auswirkungen bevölkerungspolitischer Massnahmen. (Congrès international de la population, Paris, 1937, VII, facteurs et conséquences de l'évolution démographique, p. 165 et suivantes.)

(2) On veut dire un taux net de reproduction > 1 (vraisemblablement 1,1 environ).

(3) *Temps*, 17 janvier 1939.

célibataires invités à contracter mariage, sous peine de renvoi. Le Gouvernement et les journaux ont dénoncé le péril de la baisse de la natalité et du vieillissement de la population. Des municipalités, des corporations ont créé des primes à la natalité pour les familles nombreuses de leur commune ou de leur profession; des facilités de logement ont été accordées aux familles nombreuses. Dès le 1^{er} mars 1935, des primes de nuptialité et de natalité ont été distribuées (1). Pourtant jusqu'en 1936, le coefficient de natalité avait continué à baisser : de 249 en 1932 à 223 pour 10.000 habitants en 1936.

Le décret-loi du 21 août 1937 a institué des prêts aux mariages, remboursables sans intérêts à partir du sixième mois après le mariage, avec réduction croissante pour chaque enfant né vivant. En 1937, le coefficient de natalité s'est relevé à 229 pour 10.000 et à 238 en 1938. Le nombre des mariages s'est fortement accru en 1936 et 1937 (respectivement 317.000 et 377.000); mais celui de 1935 avait été réduit par la guerre d'Éthiopie : 288.000 seulement. Le taux net de reproduction a pu être évalué à 114 en 1936 et 117 % en 1937. Le faible accroissement de la natalité en 1937 tient-il uniquement à l'augmentation de la nuptialité en 1936-1937 et n'est-il que momentané? Ou bien au contraire a-t-il également d'autres causes et sera-t-il durable? (2)

5. Pendant ce temps, en France, la proportion des naissances pour 10.000 habitants est descendue de 173 en 1932 à 147 en 1937. Le taux net de reproduction se réduisait seulement de 93 à 87 pour 100 femmes en 1937, en raison de la baisse parallèle de la mortalité.

6. La situation démographique est donc très différente actuellement en Allemagne, en Italie et en France.

En France, les quatre dernières années ont fourni des excédents de décès, qui semblent devoir devenir la règle si un revirement ne se produit pas. La population est sensiblement stationnaire, les surplus d'immigration compensant à peu près les excédents de décès. Le taux net de reproduction est inférieur de 12 à 13 % à l'unité; le renouvellement de la population dans l'avenir n'est pas assuré par le seul jeu de la balance des naissances et des décès. Le nombre des habitants ne pourra être maintenu que par des excédents d'immigration. Les mesures en faveur des familles nombreuses et de la natalité prises avant la guerre sont revues et intensifiées.

En Allemagne, fécondité et natalité ont remonté depuis 1933. Les excédents de naissances, déjà importants à cette date, en raison surtout de la forte proportion d'adultes dans la population, se sont accrus et la population augmente plus rapidement qu'il y a quelques années. Toutefois, malgré ces apparences favorables, le pays est en état de dépopulation virtuelle, le renouvellement de la population ne peut se faire à l'avenir par les seuls excédents des naissances sur les décès : le taux net de reproduction s'est relevé de 76 à 94 %, mais est encore inférieur à l'unité. Les diverses mesures, matérielles et morales, en faveur de la fécondité, ont été suivies d'effets. Ceux-ci ne paraissent pas suffisants, quoique la situation soit beaucoup moins mauvaise qu'il y a quelques années, où elle constituait un péril très sérieux, mais à échéance non immédiate. Le Gouvernement s'en rend compte. Il ne tient pas à voir diminuer, fût-ce dans un nombre d'années assez éloigné, la puissance démographique de l'Allemagne. Il cherche à la maintenir et à l'accroître si possible.

En Italie, on n'est pas assuré que le léger relèvement de la natalité en 1937-1938 ne soit pas la simple conséquence de la conclusion des mariages ajournés pendant la guerre d'Éthiopie. Le péril de la dépopulation n'y est pas imminent. Le taux net de reproduction dépasse encore l'unité; l'excédent des naissances est important (376.000 en 1937, et 445.000 en 1938). Depuis 1918, il y a eu simple ralentissement dans l'accroissement naturel de la population. Les mesures en

(1) Au total, 183 millions de lires jusqu'en 1937 (mariages, 56 millions; naissances, 127 millions) d'après *Notizario demografico*, février 1938, p. 32.

(2) En 1938, le nombre des mariages est redescendu à 319.000; celui des nés-vivants s'est élevé à 1.031.000. Mais le nombre des naissances vivantes de janvier 1939 a été inférieur de 6.000 à celui de janvier 1938.

faveur de la nuptialité et de la natalité ont été préventives. Elles ont attaqué le mal, avant que les signes précurseurs du dépeuplement dans une génération se soient manifestées.

7. D'après M. Sugimura (1), le nombre des habitants par kilomètre carré de terres arables serait :

France	194	Italie	324
Tchécoslovaquie	252	Suisse.	829
Allemagne.	323	Grande-Bretagne	866

La situation de l'Italie est donc, à ce point de vue, plus mauvaise que celle de la France; que celle aussi de l'Allemagne, dont la puissante industrie peut compenser en partie le défaut relatif de terres arables. Mais la proportion d'habitants par unité de superficie cultivée est beaucoup plus forte en Suisse notamment qu'en Italie : l'ingéniosité des Suisses compense l'étroitesse de leur sol. Admettons toutefois que la population italienne soit effectivement surabondante, qu'elle ait impossibilité absolue de subsister dans les limites de son territoire. Quels moyens lui sont offerts, ainsi qu'à son Gouvernement, pour rendre sa situation moins pénible?

8. *L'émigration.* — Le pays a moins de bouches à nourrir; les envois d'argent des émigrants améliorent sa balance des comptes, lui permettent d'accroître son outillage industriel : donc, création de ressources nouvelles, tandis que le nombre des habitants croît au ralenti ou même reste stationnaire. L'émigration à l'étranger a longtemps été un exutoire important pour la population italienne dont la natalité était surabondante. Ce qui n'a pas empêché le nombre des habitants de la péninsule de s'élever de 26.800.000 en 1871 (ancien territoire) à 42.990.000 pour le territoire actuel en 1931 (environ 41.190.000 pour l'ancien territoire).

Émigration italienne à l'étranger (moyenne annuelle) (2).

Périodes et années	Milliers d'émigrants		Périodes et années	Milliers d'émigrants	
	Au total	En France		Au total	En France
1876-1880. . . .	109	37	1931	166	74
1881-1885. . . .	154	45	1932	83	33
1886-1890. . . .	222	30	1933	83	36
1891-1895. . . .	257	27	1934	68	21
1896-1900. . . .	310	25	1935	57	12
1901-1905. . . .	554	54	1936	41	10
1906-1910. . . .	655	60	1937	60	15
1911-1920. . . .	383	66	1938	80	11
1921-1930. . . .	258	109			

Elle s'est très fortement ralentie depuis 1931. La part de la France métropolitaine est toujours forte et ne s'est jamais abaissée au-dessous du cinquième de l'émigration italienne totale depuis 1931 (3). En partie, en raison de la nouvelle politique des pays d'immigration et des barrières mises par les différents États à l'afflux des étrangers (États-Unis, Amérique du Sud, etc...); mais, pour une part aussi, parce que le Gouvernement italien entrave l'émigration de ses nationaux. Voici les raisons de sa politique exposée par M. L. Villari, ancien consul d'Italie (4).

« Les émigrants gagnaient de quoi vivre; ils pouvaient parfois réaliser des économies; un assez grand nombre d'entre eux finissaient même par revenir au pays, y

(1) *Colonies et matières premières*, p. 167.

(2) *Annuaire statistique italien*, 1938, p. 38.

(3) En outre, la moyenne annuelle des émigrants italiens a été : en Tunisie, 1.130 de 1920 à 1929; 810 de 1930 à 1937; en Algérie, 210 de 1930 à 1936 (d'après les arrivées et départs d'Italiens dans ces deux possessions).

(4) *Colonies et matières premières*, p. 210-211.

acheter un petit terrain et y bâtir une maison. Néanmoins, le rendement de leur travail restait, en grande partie, acquis aux pays où ils s'étaient fixés et c'était les habitants de ceux-ci qui en retiraient le meilleur bénéfice... L'un des cas les plus fréquents des émigrants italiens, surtout de ceux qui s'étaient fixés outre-mer, était celui de leur complète dénationalisation... Ils oubliaient la patrie de leurs pères... L'Italie avait fait de lourds sacrifices pour les élever... arrivés à l'âge d'homme, ils l'abandonnaient souvent pour toujours... La présence de masses ouvrières à l'étranger représentait pour l'Italie un double danger... » (en cas de crise économique ou de guerre).

Il est vain d'espérer qu'un pays consente à recevoir des immigrants, tout en ne retirant aucun bénéfice de leur venue. Il doit y avoir — il faut qu'il y ait et il y a effectivement — échange de services. Le pays d'immigration assure l'existence de celui que sa patrie d'origine ne peut pas nourrir; et cette dernière retire aussi un bénéfice indirect du départ, définitif ou momentané, de son ressortissant. Les sacrifices d'un pays qui ne peut assurer travail ou subsistance à ses nationaux ne sont pas aussi lourds qu'on le dit : on ne peut confondre les parents avec le pays.

Ce que ne veut pas le Gouvernement italien, c'est la dénationalisation de ses nationaux à l'étranger et de leurs descendants, dénationalisation presque inévitable, au bout d'une durée plus ou moins longue, pour l'émigrant qui a quitté son pays de naissance sans esprit de retour, et surtout pour ses enfants. Et c'est pourquoi ce même Gouvernement cherche, par différents moyens, à empêcher leur naturalisation, oubliant qu'il « applique lui-même aux étrangers sur son sol la règle de droit dont il ne veut pas pour ses nationaux en Tunisie, en France, à l'étranger (1) ». Que ses efforts soient dirigés contre les naturalisations ultra-rapides d'émigrants de la première génération, c'est une politique assez naturelle, compréhensible, et qui ne saurait trop nous choquer. Mais vouloir y soustraire les enfants nés à l'étranger de ses émigrants (ou qui y seraient nés si ses mesures spéciales n'avaient fait enregistrer leurs naissances dans la péninsule), c'est sans doute aller un peu trop loin. Un pays ne peut admettre que des fils d'étrangers nés sur son sol, ou y ayant été élevés dès leur enfance, conservent indéfiniment, ainsi que leur descendance, la nationalité de leurs parents. Ces descendants doivent, en effet, tout, ou presque, au pays qui les abrite et les nourrit; fort peu de choses à celui ou leurs parents ont vu le jour. Les restrictions à l'émigration, à la naturalisation sont encore renforcées par des rapatriements d'émigrés en certains pays.

9. *Les colonies.* — La composition de l'empire italien en 1936 était la suivante (2) :

Colonies	Superficie (mille km ²)	Milliers d'habitants	
		Au total	Non indigènes
—	—	—	—
Éthiopie	785	5.300	?
Érythrée.	221	600	4,5
Somalie	1.022	702	1,7
Libye, Tripolitaine	1.754	840	67
Rhodes et Dodécane.	2,7	141	17

On ne trouve pas dans l'Annuaire italien le nombre des Italiens non militaires en Éthiopie. Leur effectif, assez élevé pendant la période de la conquête, paraît avoir sensiblement diminué depuis. Au total, l'empire colonial ne devait guère abriter plus de 100.000 Italiens au début de 1937.

Pour des raisons diverses, il ne paraît guère possible d'envisager un peuplement italien de quelque importance dans les îles de la mer Égée, en Érythrée, en Somalie. La Libye comptait environ 60.000 Italiens au début de 1937. Dans le dernier trimestre de cette même année, la colonie a reçu un convoi de 20.000 colons, dont les frais d'établissement ont été estimés à 200 millions de liras environ, plus ou moins

(1) P. MILLE. *Le Temps*, 12 janvier 1939.
 (2) *Annuaire statistique italien*, 1938.

remboursables en principe sur une longue période d'années. M. L. Villari évalue à 600.000 environ le nombre maximum de colons que peut recevoir ce territoire. L'installation de 500.000 nouveaux arrivants demandera un assez long délai et entraînera une dépense globale d'environ 5 milliards de liras, non compris les frais de mise en état de la colonie. Les Italiens estiment qu'il existe suffisamment d'espace libre dans l'Éthiopie proprement dite pour permettre une colonisation nombreuse, juxtaposée sans la gêner à la race indigène; et qu'ainsi l'Italie peut être rangée au nombre des États nantis et satisfaits, qui cessent de vouloir élargir leur propre domaine aux dépens de celui d'autrui (1). La dépense évaluée pour la colonisation de la Libye permet de se faire une idée de l'ordre de grandeur de celle, incomparablement plus élevée, qu'entraînera la mise en valeur de l'Éthiopie et son peuplement intensif — le seul qui soit susceptible de soulager la situation démographique de l'Italie.

Cet obstacle inévitable a été celui de tous les peuples colonisateurs qui se sont établis dans des territoires neufs d'outre-mer où existait une population indigène. On voit l'état actuel de l'Afrique française du Nord; mais, trop souvent et trop facilement, on oublie de chiffrer ce qu'elle a coûté depuis plus de cent ans à la France métropolitaine en vies humaines (militaires et civils) et en capitaux, tant pour sa conquête que pour son défrichement et sa mise en valeur.

Le problème colonial qui se pose à l'Italie actuelle est donc de trouver, pour le transfert d'une partie des habitants de la péninsule dans l'empire, non seulement les hommes — elle les a, s'ils acceptent les risques du dangereux travail de défricheur et de pionnier —; mais, surtout, des capitaux abondants, pendant une période où ses possibilités financières sont appliquées à des expéditions coûteuses à l'extérieur, au développement de ses armements, à la mise en valeur des richesses de la péninsule.

10. *Limitation des naissances.* — Ces ressources pourraient être trouvées, en partie, dans une limitation du nombre des naissances. Si l'Italie ne veut pas diminuer le niveau de vie de ses habitants, étant donné son territoire déjà très peuplé, sa situation actuelle et ses tendances, on n'aperçoit point la possibilité de dégager des capitaux frais, autrement que par une réduction du nombre de ceux qui partagent les revenus totaux et la richesse globale. Et cette difficulté explique peut-être, pour une part, la réduction de la natalité en France et dans d'autres pays européens.

Mais ce moyen, l'Italie n'en veut pas. « Certains ont prétendu que l'Italie pourrait résoudre les problèmes économiques qui se posent à elle en réduisant volontairement ses naissances... C'est parler pour ne rien dire... L'Italie n'a aucune propension au suicide de la race... Une diminution de la population serait insuffisante pour atténuer la pression démographique, tout au moins pendant plusieurs dizaines d'années, voire quelques siècles (2)... » Ces paroles concordent bien avec la politique de relèvement de la natalité adoptée par le Gouvernement italien, et dont on a précédemment fourni un résumé.

11. Vis-à-vis du problème de la population, la situation de l'Allemagne et de l'Italie n'est donc pas la même. En Allemagne, l'effectif des habitants s'accroît; mais le pays est en état de dépopulation virtuelle, dépopulation qui, toutes choses actuelles invariables, ne se manifesterait que dans un avenir assez éloigné. L'Allemagne est un pays riche par son sol, son sous-sol, son industrie, son commerce, les possibilités que de nouvelles découvertes scientifiques lui peuvent encore réserver. Il n'en est pas de même de l'Italie. Sur un sol moins généreux, elle groupe une population presque aussi dense; mais elle ne dispose pas des ressources industrielles de son alliée. Cependant, ses excédents relatifs de naissances sont plus élevés; aucun signe avant-coureur d'une diminution du nombre des habitants, même à échéance lointaine, ne s'y est montré. L'Italien moyen, moins favorisé que l'Allemand moyen du seul point de vue revenu, le sera de moins en moins. Toutes autres choses demeurant en l'état, son sort matériel ne peut s'améliorer que par l'émigration, la restriction des naissances, la colonisation. Or, son Gouvernement est opposé aux deux premières de

(1) *Colonies et matières premières* (L. VILLARI, p. 237-242).

(2) *Colonies et matières premières* (L. VILLARI p. 226).

